



## **Le surendettement des ménages dans les DOM**

### **Enquête typologique 2016**





# Sommaire

<b>INTRODUCTION</b> .....	<b>2</b>
Champ de l'étude.....	2
Contexte socio-économique et surendettement.....	2
<b>I - PRINCIPAUX ENSEIGNEMENTS</b> .....	<b>3</b>
1- Caractéristiques sociodémographiques et professionnelles.....	3
2- Ressources et capacités de remboursement.....	4
3- Endettement.....	4
3-1 Dettes financières.....	4
3-1-1 Dettes immobilières.....	5
3-1-2 Dettes à la consommation.....	5
3-2 Dettes de charges courantes.....	5
3-3 Autres dettes.....	5
<b>II - VUE D'ENSEMBLE DES PRINCIPALES DONNÉES SUR LES DOM</b> .....	<b>6</b>
1- Caractéristiques des ménages surendettés.....	6
2- Caractéristiques de l'endettement.....	9
<b>III - DONNÉES DÉPARTEMENTALES</b> .....	<b>11</b>
1- Caractéristiques des ménages surendettés en Guadeloupe.....	11
2- Caractéristiques de l'endettement en Guadeloupe.....	14
3- Caractéristiques des ménages surendettés en Guyane.....	15
4- Caractéristiques de l'endettement en Guyane.....	18
5- Caractéristiques des ménages surendettés en Martinique.....	19
6- Caractéristiques de l'endettement en Martinique.....	22
7- Caractéristiques des ménages surendettés à La Réunion.....	23
8- Caractéristiques de l'endettement à La Réunion.....	26



## INTRODUCTION

### Champ de l'étude

L'Institut d'émission des départements d'outre-mer (IEDOM), à l'instar de la Banque de France en métropole, exerce dans les cinq départements d'outre-mer (DOM)<sup>1</sup>, à Saint-Pierre-et-Miquelon, Saint-Barthélemy et Saint-Martin, des missions de service public qui lui ont été confiées par la loi<sup>2</sup>, dont celle en particulier d'assurer le secrétariat des commissions de surendettement. L'IEDOM exerce cette activité dans les mêmes conditions que la Banque de France, à l'aide d'un dispositif identique au plan juridique et opérationnel.

La présente étude vient compléter l'enquête produite par la Banque de France pour la métropole<sup>3</sup> (selon la même méthodologie). Elle analyse **pour les seuls DOM** :

- le profil sociodémographique et professionnel des ménages en situation de surendettement ;
- le niveau et la structure de leurs ressources ;
- les caractéristiques de leur endettement.

Réalisée à partir des données extraites des **1 885 dossiers**<sup>4</sup> **déclarés recevables**<sup>5</sup> par les commissions de surendettement en 2016, cette étude propose (i) une synthèse des principaux constats à l'échelle des DOM, (ii) des données globales pour l'ensemble des cinq DOM, (iii) des données département par département<sup>6</sup>, à l'exclusion toutefois de Mayotte où seulement 5 dossiers ont été déposés et aucune réunion de la commission ne s'est tenue.

### Contexte socioéconomique et surendettement

Le taux de recours à la procédure de surendettement par habitant dans ces départements y est notablement plus faible : **1,48 dossier de surendettement déposé pour 1 000 habitants en 2016 dans les DOM contre 3,56 dossiers en métropole**, avec des écarts plus ou moins significatifs selon les départements :

#### Ratio du nombre de dossiers déposés pour 1 000 habitants

Géographie	Dossiers déposés en 2016	Population de +15 ans au 1 <sup>er</sup> janvier 2014	Nombre de dossiers pour 1000 habitants (2016)
Guadeloupe	300	319 000	0,94
Guyane	236	167 077	1,41
Martinique	466	314 021	1,48
La Réunion	1 281	640 339	2,00
Cumul	2 287	1 550 437	1,48
Métropole	194 194	54 496 223	3,56

Sources : Banque de France / IEDOM

Plusieurs explications à cette différence avec la métropole peuvent être avancées :

- 1) d'ordre **socioéconomique** : moindre bancarisation<sup>7</sup>, endettement bancaire moins généralisé, et frange non négligeable de la population exclue du crédit ;
- 2) d'ordre **socioculturel** : forte solidarité familiale, souci de dignité et d'image, difficultés et réticences à l'égard de la procédure de surendettement qui peut paraître trop complexe et souci de confidentialité.

<sup>1</sup> Guadeloupe, Guyane, La Réunion, Martinique et Mayotte.

<sup>2</sup> cf. article 711-3 et suivants du code monétaire et financier.

<sup>3</sup> Disponible sur le site Internet de la Banque de France à l'adresse suivante :

[https://www.banque-france.fr/sites/default/files/media/2017/02/28/enquete-typologique-2016-sur-le-surendettement\\_2017-02-28.pdf](https://www.banque-france.fr/sites/default/files/media/2017/02/28/enquete-typologique-2016-sur-le-surendettement_2017-02-28.pdf)

<sup>4</sup> Soit 2 219 personnes, parce qu'un seul et même dossier peut regrouper un débiteur et un codébiteur.

<sup>5</sup> 2 287 déposés en 2016, en hausse de 2 % par rapport à 2015.

<sup>6</sup> Pour les quatre départements d'outre-mer les plus significatifs : Guadeloupe, Guyane, Martinique et La Réunion.

<sup>7</sup> Nombre de comptes à vue par habitant : 0,92 dans les DOM contre 1,26 en métropole.



Les écarts restent aujourd'hui significatifs, même si les situations ont fortement convergé depuis le début des années 90, du fait de l'accélération du nombre de dossiers déposés dans les DOM (croissance annuelle moyenne supérieure à 10 % sur la période 2001-2011), notamment dans le sillage des crises économiques et sociales des années 2008-2010.

## I - PRINCIPAUX ENSEIGNEMENTS

En 2016, les **ménages les plus impactés par des situations de surendettement** dans les départements d'outre-mer présentent le **profil suivant** :

- vivant seuls (74,4 %) ;
- aucune personne à charge (45 %) ;
- tranche d'âge 45-54 ans (30,1 %) ;
- femmes (61,5 %) ;
- locataires de leur logement (61,9 %) ;
- chômeurs (41,7 %) ;
- les employés<sup>8</sup> (51,2 %) ;
- ayant des ressources mensuelles inférieures ou égales à 2 000 euros (74,8 %).

À noter quelques différences par rapport au profil du surendetté en métropole :

- davantage de personnes vivant seules (74,4 % dans les DOM contre 66,1 % en métropole) ;
- davantage de femmes (61,5 % dans les DOM contre 54,1 % en métropole) ;
- moins de locataires de leur logement (61,9 % dans les DOM contre 76,3 % en métropole) ;
- davantage de chômeurs (41,7 % dans les DOM contre 28,7 % en métropole).

**L'endettement global moyen des surendettés est de 44 158 euros en 2016 (contre 42 334 euros en métropole), en augmentation de près de 25 % par rapport à 2011.**

Les dettes financières (dettes immobilières, dettes à la consommation, autres dettes bancaires, microcrédit et prêts sur gages) constituent près des trois quarts de l'endettement global et concernent 84 % des dossiers. Les dettes immobilières représentent 38 % de l'endettement global, mais ne concernent que 16 % des dossiers. Enfin, les dettes de charge courantes (dettes de logement notamment) concernent 86 % des dossiers, mais ne constituent que 12 % de l'endettement global.

### 1- Caractéristiques sociodémographiques et professionnelles

En 2016, la proportion des personnes surendettées **vivant seules** (divorcés, célibataires, ou veufs) est en légère augmentation, à 74,4 %, contre 72,3 % en 2011. Les couples représentent 25,6 % des surendettés.

La part des dossiers pour lesquels **aucune personne à charge** n'est recensée s'établit à 45 %, soit un niveau en légère augmentation par rapport à celui observé en 2011 (43,3 %). La part des dossiers avec deux personnes et plus à charge s'élève à 30,8 %, en légère baisse depuis 2011 (34,5 %).

En 2016, la tranche d'âge **45-54 ans** demeure la plus représentée parmi les personnes surendettées, à 30,1 %, la population des 35-64 ans atteignant même 72,4 %, tandis que la tranche d'âge 65 ans et plus ressort uniquement à 6,7 %.

Les **femmes** représentent plus de 61,5 % dans l'ensemble des débiteurs et codébiteurs (60,1 % en 2011).

Les personnes surendettées demeurent **très majoritairement locataires de leur logement** (61,9 %), proportion en augmentation nette par rapport à 2011 (+ 7,7 points). Parallèlement, la part de propriétaires accédants (11,4 %) connaît une diminution de 3 points par rapport à 2011, la part des autres propriétaires évolue elle aussi dans les mêmes proportions.

<sup>8</sup> Les personnes au chômage sont en principe réparties dans la catégorie socioprofessionnelle correspondant à leur dernière (ou principale) situation professionnelle, tandis que les chômeurs n'ayant jamais travaillé sont recensés sous la catégorie « autres personnes sans activité professionnelle ».



## Le surendettement des ménages dans les DOM Enquête typologique 2016

La situation des surendettés vis-à-vis de l'emploi est restée relativement stable entre 2011 et 2016 :

- part des **chômeurs**<sup>9</sup> : 41,7 % en 2016 contre 43,2 % en 2011 ;
- part des surendettés salariés en activité : 35,6 % en 2016 contre 34,8 % en 2011.

En termes de professions et catégories socioprofessionnelles (PCS), les catégories « **employés** » (51,2 %) et les **personnes sans activité professionnelle** (26,7 %) demeurent les plus représentées parmi les personnes surendettées. Les principales inflexions relevées en 2016 par rapport à 2011 sont l'augmentation de 6,3 points de la part des employés, la diminution de 1,5 point de la part des ouvriers et l'augmentation de 4,4 points de la catégorie « autres personnes sans activité professionnelle ».

## 2- Ressources et capacités de remboursement

L'analyse du niveau des ressources des personnes surendettées au cours des cinq dernières années met en évidence les évolutions suivantes :

- les ménages surendettés qui perçoivent des ressources mensuelles inférieures à 2 000 euros sont relativement moins nombreux en 2016 : 74,8 % en 2016 contre 80,2 % en 2011 ;
- les surendettés ayant des ressources comprises entre le RSA et le SMIC sont ainsi en forte baisse : 18,6 % en 2016 contre 36,9 % en 2011 ;
- en revanche, les surendettés ayant des ressources comprises entre le SMIC et 2 000 euros sont en revanche en forte hausse : 36,2 % en 2016 contre 22,9 % en 2011.

En 2016, la part des revenus d'activité des ménages surendettés s'élève à 57,3 % de leurs ressources, les prestations familiales et de logement représentent quant à elles 13,9 %, alors que les minima sociaux constituent 12,7 % des ressources.

En 2016, la part de situations caractérisées par une capacité de remboursement strictement inférieure à zéro<sup>10</sup> s'établit à 50,7 %, niveau en nette régression par rapport à 2011 (55,7 %). 23,6 % des personnes surendettées ont une capacité de remboursement positive inférieure à 450 euros.

## 3- Endettement

**L'endettement global moyen des surendettés est de 44 158 euros en 2016, en augmentation de près de 25 % par rapport à 2011 (35 381 euros).**

La structure de cet endettement se caractérise par :

- une augmentation du niveau d'endettement moyen par dossier, hors dettes immobilières de 3 534 euros depuis 2011 (27 479 euros en 2016 contre 23 945 en 2011) ;
- une diminution de la proportion de dettes financières dans l'endettement global passant de 81,3 % à 74,2 % ;
- une stabilité de la part des arriérés de charges courantes évoluant de 11,3 % à 12 %.

Pour les dossiers en procédure de rétablissement personnel<sup>11</sup> (PRP), représentant 33 % des dossiers recevables, l'endettement moyen s'inscrit à 21 774 euros, la part des dettes financières dans l'endettement global s'élevant à 44 %. 54,1 % des dossiers en PRP relèvent de dettes à la consommation et des dettes de charges courantes représentant 23,7 % de l'endettement global (89 % des dossiers concernés).

### 3-1 Dettes financières

Au cours de la période 2011-2016 sous revue, les situations de surendettement traitées par les commissions se caractérisent par une **hausse de l'endettement immobilier** et une **réduction significative de l'endettement à la consommation**.

<sup>9</sup> Voir note de bas de page n°8 supra.

<sup>10</sup> La capacité de remboursement est négative lorsque les sommes nécessaires au paiement du loyer et des charges locatives, à la subsistance du foyer et aux charges courantes excèdent déjà les ressources disponibles.

<sup>11</sup> Voir tableau « Caractéristiques de l'endettement pour les dossiers en PRP – Ensemble des DOM » page 10.



### 3-1-1 Dettes immobilières

Depuis 2011, l'endettement au titre immobilier s'accroît, avec en particulier :

- une augmentation de 5,4 points de la part des dettes immobilières dans l'endettement global (38 % en 2016) ;
- une proportion de dossiers concernés par ce type de dette s'établissant à 16 %, en baisse de 1,2 point depuis 2011 ;
- un endettement moyen de 104 669 euros par dossier concerné, en nette augmentation de 37 499 euros sur cinq ans.

### 3-1-2 Dettes à la consommation

Depuis 2011, apparaît une baisse significative de l'endettement au titre des crédits à la consommation, même si ce type de dette demeure encore significatif dans les dossiers de surendettement, avec :

- une diminution de près 12 points de la part de crédits à la consommation dans l'endettement global, passant de 45,9 % en 2011 à 34,2 % en 2016 ;
- un montant moyen de ces crédits de 21 184 euros par dossier en très légère progression (de près de 700 euros en cinq ans) ;
- une diminution de 8,3 points de la part des dossiers concernés, demeurant toutefois à 71,2 % ;
- un nombre moyen de dettes par dossier en diminution, se situant à 3,3 en 2016.

Cette évolution concerne globalement autant les prêts personnels que les crédits renouvelables, même si elle paraît plus marquée pour ces derniers :

- dans l'endettement global, la part des crédits renouvelables s'établit à 7,5 % en 2016 (contre 9,5 % en 2011) et celle des prêts personnels à 23,8 % (contre 31,1 % en 2011) ;
- le nombre moyen de crédits renouvelables par dossier (2,3 en 2016 contre 2,4 en 2011) est relativement stable sur la période observée ;
- le nombre moyen de prêts personnels par dossier suit la même tendance, de 2,2 à 1,9 ;
- le montant moyen d'endettement par dossier au titre des crédits renouvelables est quasiment stable, à 6 785 euros en 2016, contre 6 713 euros en 2011.

### 3-2 Dettes de charges courantes

Tout en demeurant limités proportionnellement à l'endettement global (12% en 2016), les arriérés de charges courantes affectent 86 % des situations de surendettement, en augmentation de près de 4 points depuis 2011. Parallèlement, leur montant moyen par dossier s'est accru de 1 311 euros au cours de la période considérée et s'établit à 6 164 euros en 2016.

Les dettes de charges courantes sont plus particulièrement :

- des dettes de logement, présentes dans près d'un dossier sur deux, pour un montant moyen de 5 202 euros ;
- des dettes fiscales, présentes dans 52,1 % des dossiers (contre 51,9 % en 2011), pour un montant moyen de 3 267 euros (+503 euros par rapport à 2011) ;
- des dettes d'énergie et de communication, présentes dans 51,4 % des dossiers (+6 points depuis 2011), pour un endettement moyen de 1 104 euros (contre 974 euros en 2011).

### 3-3 Autres dettes

Les autres dettes, au nombre moyen de 2,1 par dossier, représentent 13,8 % du montant global des dettes, et concernent un peu plus de la moitié des dossiers (50,5 %). Leur montant moyen est de 12 044 euros, en hausse de 108 % par rapport à 2011.



## II - VUE D'ENSEMBLE DES PRINCIPALES DONNÉES SUR LES DOM<sup>12</sup>

### 1- Caractéristiques des ménages surendettés

(en % du nombre de dossiers recevables ou des personnes surendettées)

#### Profil sociodémographique

	Départements d'outre-Mer
<b>Statut matrimonial</b>	
Couples	25,6%
Divorcés/ séparés	27,6%
Célibataires	43,6%
Veufs (ves)	3,2%
<b>Nombre de personnes à charge</b>	
0	45,0%
1	24,3%
2	17,6%
3	9,5%
4 et plus	3,7%
<b>Âge des personnes surendettées</b>	
De 18 à 24 ans	2,3%
De 25 à 34 ans	18,5%
De 35 à 44 ans	25,9%
De 45 à 54 ans	30,1%
De 55 à 64 ans	16,4%
65 ans et plus	6,8%
De 65 à 74 ans	5,6%
De 75 et plus	1,1%
<b>Sexe des personnes surendettées</b>	
Hommes	38,5%
Femmes	61,5%

Source : Banque de France

#### Situation au regard du logement

(en % du nombre de dossiers)

	Départements d'outre-Mer
Locataires	61,9%
Propriétaires accédants	11,4%
Propriétaires	8,0%
Hébergés et occupants à titre gratuit	18,0%
Autres	0,7%

Source : Banque de France

<sup>12</sup> Les données exposées de cette partie concernent bien les 5 départements d'outre-mer (DOM) : Guadeloupe, Guyane, La Réunion, Martinique et Mayotte.





### Situation par rapport à l'emploi

(en % du nombre de personnes surendettées - débiteurs et codébiteurs)

	Départements d'outre-Mer
Salarié en CDI	28,3%
Salarié en CDD	6,8%
Salarié intérimaire	0,5%
Congé maternité	0,1%
Profession libérale	0,1%
Artisan/Commerçant	0,2%
Chômeur	41,7%
Sans profession	6,9%
Retraité	9,4%
Étudiant	0,6%
Congé maladie longue durée	2,5%
Congé parental	0,4%
Invalide	2,4%

Source : Banque de France

### Professions et catégories socioprofessionnelles

(en % du nombre de personnes surendettées - débiteurs et codébiteurs)

	Départements d'outre-Mer
Artisans, commerçants, chefs d'entreprise (y compris exploitants agricoles)	1,4%
Cadres, professions intellectuelles supérieures	2,3%
Professions intermédiaires	4,8%
Employés	51,2%
Ouvriers	6,9%
Inactifs ayant déjà travaillé	6,6%
Autres personnes sans activité professionnelle	26,7%

Source : Banque de France



## Le surendettement des ménages dans les DOM Enquête typologique 2016

### Ressources

(en % du nombre de dossiers, en % du montant des ressources pour la structure des ressources)

	Départements d'outre-Mer
<b>Niveau des ressources</b>	
<= RSA	20,0%
> RSA et <=SMIC	18,6%
> SMIC et <= 2 000 €	36,2%
> 2 000 € et <= 3 500 €	21,4%
> 3 500 €	3,8%
<b>Structure des ressources</b>	
Revenu d'activité	57,3%
Pensions	12,4%
Revenus du patrimoine	1,0%
Prestations familiales et de logement	13,9%
Minima sociaux	12,7%
Autres ressources	2,6%
<b>Capacité de remboursement</b>	
inférieures à 0	50,7%
>= 0 et < 450 €	23,6%
>= 0 et < 100 €	5,4%
>= 100 et < 250 €	8,6%
>= 250 et < 450 €	9,6%
>= 450 € et < 800 €	10,7%
>= 800 € et < 1 500 €	10,1%
>= 1 500 €	4,9%

Source : Banque de France



## 2- Caractéristiques de l'endettement

### Caractéristiques de l'endettement pour les dossiers recevables - Ensemble des DOM

	Montant des dettes en €	Nombre total de dossiers	Nombre de dettes	Part dans l'endettement global	Endettement moyen en €	Dossiers concernés (en %)	Nombre moyen de dettes par dossier
<b>Dettes financières</b>	<b>61 582 392</b>	<b>1 579</b>	<b>6 051</b>	<b>74,2%</b>	<b>39 001</b>	<b>84,0%</b>	<b>3,8</b>
<b>Dettes immobilières</b>	<b>31 505 238</b>	<b>301</b>	<b>490</b>	<b>38,0%</b>	<b>104 669</b>	<b>16,0%</b>	<b>1,6</b>
Prêts immobiliers	30 612 864	292	463	36,9%	104 839	15,5%	1,6
Arriérés	94 909	13	15	0,1%	7 301	0,7%	1,2
Solde après vente de la résidence principale	797 464	10	12	1,0%	79 746	0,5%	1,2
<b>Dettes à la consommation</b>	<b>28 344 698</b>	<b>1 338</b>	<b>4 352</b>	<b>34,2%</b>	<b>21 184</b>	<b>71,2%</b>	<b>3,3</b>
Crédits renouvelables	6 184 789	911	2 071	7,5%	6 785	48,5%	2,3
Prêts personnels	19 761 686	1 056	2 049	23,8%	18 706	56,2%	1,9
Crédits affectés/LOA	2 398 223	191	232	2,9%	12 553	10,2%	1,2
<b>Microcrédits et prêts sur gage</b>	<b>10 288</b>	<b>6</b>	<b>7</b>	<b>0,0%</b>	<b>1 715</b>	<b>0,3%</b>	<b>1,2</b>
<b>Autres dettes bancaires (découverts et dépassement)</b>	<b>1 722 168</b>	<b>974</b>	<b>1 202</b>	<b>2,1%</b>	<b>1 768</b>	<b>51,8%</b>	<b>1,2</b>
<b>Dettes de charges courantes</b>	<b>9 961 548</b>	<b>1 616</b>	<b>5 629</b>	<b>12,0%</b>	<b>6 164</b>	<b>86,0%</b>	<b>3,5</b>
<b>Dettes de logement</b>	<b>4 640 414</b>	<b>892</b>	<b>1 041</b>	<b>5,6%</b>	<b>5 202</b>	<b>47,5%</b>	<b>1,2</b>
Loyer et charges locatives	4 489 124	853	976	5,4%	5 263	45,4%	1,1
Charges de copropriété	102 916	28	28	0,1%	3 676	1,5%	1,0
Frais de maison de retraite /Frais de maison spécialisée	24 540	1	1	0,0%	24 540	0,1%	1,0
Dépôts de garantie	23 834	34	36	0,0%	701	1,8%	1,1
<b>Dettes d'énergie et de communication</b>	<b>1 066 743</b>	<b>966</b>	<b>1 868</b>	<b>1,3%</b>	<b>1 104</b>	<b>51,4%</b>	<b>1,9</b>
Électricité, Gaz, Chauffage	265 136	499	537	0,3%	531	26,6%	1,1
Eau	517 656	625	660	0,6%	828	33,3%	1,1
Téléphonie, Internet	283 951	459	671	0,3%	618	24,5%	1,5
<b>Dettes de transport</b>	<b>1 757</b>	<b>9</b>	<b>9</b>	<b>0,0%</b>	<b>195</b>	<b>0,5%</b>	<b>1,0</b>
<b>Dettes d'assurance/de mutuelle</b>	<b>477 259</b>	<b>557</b>	<b>800</b>	<b>0,6%</b>	<b>857</b>	<b>29,6%</b>	<b>1,4</b>
Dettes d'assurance	374 926	476	635	0,5%	787	25,4%	1,3
Dettes de mutuelle	102 333	153	164	0,1%	667	8,2%	1,1
<b>Dettes de santé/d'éducation</b>	<b>398 587</b>	<b>329</b>	<b>451</b>	<b>0,5%</b>	<b>1 212</b>	<b>17,5%</b>	<b>1,4</b>
Dettes de santé	207 900	132	166	0,3%	1 575	7,0%	1,3
Dettes d'éducation et frais de garde	190 686	226	285	0,2%	844	12,0%	1,3
<b>Dettes alimentaires</b>	<b>178 873</b>	<b>19</b>	<b>20</b>	<b>0,2%</b>	<b>9 414</b>	<b>1,0%</b>	<b>1,1</b>
<b>Dettes fiscales</b>	<b>3 197 915</b>	<b>979</b>	<b>1 440</b>	<b>3,9%</b>	<b>3 267</b>	<b>52,1%</b>	<b>1,5</b>
Impôt sur le revenu	1 216 573	338	408	1,5%	3 599	18,0%	1,2
Taxe d'habitation	822 012	650	742	1,0%	1 265	34,6%	1,1
Taxe foncière	1 136 761	243	279	1,4%	4 678	12,9%	1,1
Dettes fiscales indirectes	22 569	11	11	0,0%	2 052	0,6%	1,0
<b>Autres dettes</b>	<b>11 429 468</b>	<b>949</b>	<b>2 007</b>	<b>13,8%</b>	<b>12 044</b>	<b>50,5%</b>	<b>2,1</b>
<b>Dettes diverses</b>	<b>8 587 861</b>	<b>611</b>	<b>1 176</b>	<b>10,4%</b>	<b>14 055</b>	<b>32,5%</b>	<b>1,9</b>
Huissier, avocat, prêt de la famille ...	2 297 493	567	1 075	2,8%	4 052	30,2%	1,9
Chèques impayés	7 325	7	12	0,0%	1 046	0,4%	1,7
Dettes auprès d'une caution	264 170	13	14	0,3%	20 321	0,7%	1,1
Dettes en tant que caution	6 018 873	44	75	7,3%	136 793	2,3%	1,7
<b>Dettes sociales</b>	<b>1 754 424</b>	<b>430</b>	<b>552</b>	<b>2,1%</b>	<b>4 080</b>	<b>22,9%</b>	<b>1,3</b>
Organismes d'aides sociales (CAF, FSL...)	743 039	302	361	0,9%	2 459	16,1%	1,2
Employeur et Comité d'entreprise	266 164	49	58	0,3%	5 423	2,6%	1,2
Assedic, Indemnités de sécurité sociale et Caisses de retraite...	340 885	72	77	0,4%	4 724	3,8%	1,1
Dettes sur fraude à la sécurité sociale	404 336	46	56	0,5%	8 879	2,4%	1,2
<b>Dettes professionnelles</b>	<b>200 098</b>	<b>23</b>	<b>30</b>	<b>0,2%</b>	<b>8 700</b>	<b>1,2%</b>	<b>1,3</b>
<b>Dettes pénales et réparations pécuniaires</b>	<b>887 086</b>	<b>215</b>	<b>249</b>	<b>1,1%</b>	<b>4 126</b>	<b>11,4%</b>	<b>1,2</b>
<b>Endettement (Hors dettes immobilières)</b>	<b>51 468 170</b>	<b>1 873</b>	<b>13 197</b>	<b>62,0%</b>	<b>27 479</b>	<b>99,7%</b>	<b>7,0</b>
<b>Endettement global</b>	<b>82 973 408</b>	<b>1 879</b>	<b>13 687</b>	<b>100,0%</b>	<b>44 158</b>	<b>100,0%</b>	<b>7,3</b>

Source : Banque de France.



## Le surendettement des ménages dans les DOM Enquête typologique 2016

### Caractéristiques de l'endettement pour les dossiers en procédure de rétablissement personnel - Ensemble des DOM

	Montant des dettes en €	Nombre total de dossiers	Nombre de dettes	Part dans l'endettement global	Endettement moyen en €	Dossiers concernés (en %)	Nombre moyen de dettes par dossier
<b>Dettes financières</b>	<b>5 757 161</b>	<b>436</b>	<b>1 173</b>	<b>44,0%</b>	<b>13 204</b>	<b>72,5%</b>	<b>2,7</b>
<b>Dettes immobilières</b>	<b>1 495 798</b>	<b>20</b>	<b>25</b>	<b>11,4%</b>	<b>74 790</b>	<b>3,3%</b>	<b>1,3</b>
Prêts immobiliers	1 288 622	18	23	9,8%	71 590	3,0%	1,3
Amiérés	29 363	1	1	0,2%	29 363	0,2%	1,0
Solde après vente de la résidence principale	177 813	1	1	1,4%	177 813	0,2%	1,0
<b>Dettes à la consommation</b>	<b>3 897 685</b>	<b>325</b>	<b>819</b>	<b>29,8%</b>	<b>11 993</b>	<b>54,1%</b>	<b>2,5</b>
Crédits renouvelables	1 197 982	208	422	9,2%	5 773	34,5%	2,0
Prêts personnels	2 440 881	232	361	18,7%	10 544	38,5%	1,6
Crédits affectés/LOA	258 822	33	36	2,0%	7 843	5,5%	1,1
<b>Microcrédits et prêts sur gage</b>	<b>1 229</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>0,0%</b>	<b>1 229</b>	<b>0,2%</b>	<b>1,0</b>
<b>Autres dettes bancaires (découverts et dépassement)</b>	<b>362 449</b>	<b>288</b>	<b>328</b>	<b>2,8%</b>	<b>1 259</b>	<b>47,9%</b>	<b>1,1</b>
<b>Dettes de charges courantes</b>	<b>3 099 905</b>	<b>535</b>	<b>1 921</b>	<b>23,7%</b>	<b>5 794</b>	<b>89,0%</b>	<b>3,6</b>
<b>Dettes de logement</b>	<b>1 798 733</b>	<b>371</b>	<b>426</b>	<b>13,7%</b>	<b>4 848</b>	<b>61,7%</b>	<b>1,1</b>
Loyer et charges locatives	1 787 234	369	410	13,7%	4 843	61,4%	1,1
Charges de copropriété	1 019	1	1	0,0%	1 019	0,2%	1,0
Frais de maison de retraite /Frais de maison spécialisée	0	0	0	0,0%	0	0,0%	0,0
Dépôts de garantie	10 480	14	15	0,1%	749	2,3%	1,1
<b>Dettes d'énergie et de communication</b>	<b>474 614</b>	<b>377</b>	<b>755</b>	<b>3,6%</b>	<b>1 259</b>	<b>62,7%</b>	<b>2,0</b>
Électricité, Gaz, Chauffage	117 314	215	228	0,9%	546	35,8%	1,1
Eau	236 036	253	265	1,8%	933	42,1%	1,0
Téléphonie, Internet	121 264	181	263	0,9%	670	30,1%	1,5
<b>Dettes de transport</b>	<b>1 033</b>	<b>2</b>	<b>2</b>	<b>0,0%</b>	<b>516</b>	<b>0,3%</b>	<b>1,0</b>
<b>Dettes d'assurance/de mutuelle</b>	<b>139 977</b>	<b>161</b>	<b>235</b>	<b>1,1%</b>	<b>869</b>	<b>26,8%</b>	<b>1,5</b>
Dettes d'assurance	114 704	139	188	0,9%	825	23,1%	1,3
Dettes de mutuelle	25 274	43	47	0,2%	588	7,2%	1,1
<b>Dettes de santé/d'éducation</b>	<b>129 077</b>	<b>123</b>	<b>169</b>	<b>1,0%</b>	<b>1 049</b>	<b>20,5%</b>	<b>1,4</b>
Dettes de santé	65 569	59	68	0,5%	1 111	9,8%	1,2
Dettes d'éducation et frais de garde	63 509	81	101	0,5%	784	13,5%	1,2
<b>Dettes alimentaires</b>	<b>41 708</b>	<b>5</b>	<b>5</b>	<b>0,3%</b>	<b>8 342</b>	<b>0,8%</b>	<b>1,0</b>
<b>Dettes fiscales</b>	<b>514 763</b>	<b>251</b>	<b>329</b>	<b>3,9%</b>	<b>2 051</b>	<b>41,8%</b>	<b>1,3</b>
Impôt sur le revenu	174 007	61	67	1,3%	2 853	10,1%	1,1
Taxe d'habitation	154 740	206	226	1,2%	751	34,3%	1,1
Taxe foncière	177 306	30	34	1,4%	5 910	5,0%	1,1
Dettes fiscales indirectes	8 710	2	2	0,1%	4 355	0,3%	1,0
<b>Autres dettes</b>	<b>4 229 091</b>	<b>316</b>	<b>644</b>	<b>32,3%</b>	<b>13 383</b>	<b>52,6%</b>	<b>2,0</b>
<b>Dettes diverses</b>	<b>3 398 843</b>	<b>178</b>	<b>329</b>	<b>26,0%</b>	<b>19 095</b>	<b>29,6%</b>	<b>1,8</b>
Huissier, avocat, prêt de la famille ...	455 351	169	304	3,5%	2 694	28,1%	1,8
Chèques impayés	2 214	5	6	0,0%	443	0,8%	1,2
Dettes auprès d'une caution	0	0	0	0,0%	0	0,0%	0,0
Dettes en tant que caution	2 941 278	11	19	22,5%	267 389	1,8%	1,7
<b>Dettes sociales</b>	<b>699 958</b>	<b>186</b>	<b>244</b>	<b>5,3%</b>	<b>3 763</b>	<b>30,9%</b>	<b>1,3</b>
Organismes d'aides sociales (CAF, FSL...)	363 819	154	192	2,8%	2 359	25,7%	1,2
Employeur et Comité d'entreprise	47 308	5	6	0,4%	9 462	0,8%	1,2
Assedic, Indemnités de sécurité sociale et Caisses de retraite	157 704	31	33	1,2%	5 125	5,1%	1,1
Dettes sur fraude à la sécurité sociale	131 127	10	13	1,0%	13 113	1,7%	1,3
<b>Dettes professionnelles</b>	<b>7 220</b>	<b>4</b>	<b>4</b>	<b>0,1%</b>	<b>1 805</b>	<b>0,7%</b>	<b>1,0</b>
<b>Dettes pénales et réparations pécuniaires</b>	<b>123 070</b>	<b>54</b>	<b>67</b>	<b>0,9%</b>	<b>2 279</b>	<b>9,0%</b>	<b>1,2</b>
<b>Endettement (Hors dettes immobilières)</b>	<b>11 590 360</b>	<b>600</b>	<b>3 713</b>	<b>88,6%</b>	<b>19 317</b>	<b>99,8%</b>	<b>6,2</b>
<b>Endettement global</b>	<b>13 086 158</b>	<b>601</b>	<b>3 738</b>	<b>100,0%</b>	<b>21 774</b>	<b>100,0%</b>	<b>6,2</b>

Source : Banque de France



## III DONNÉES DÉPARTEMENTALES

### 1- Caractéristiques des ménages surendettés en Guadeloupe

(en % du nombre de dossiers recevables ou des personnes surendettées)

#### Profil sociodémographique

	Guadeloupe
<b>Statut matrimonial</b>	
Couples	17,2%
Divorcés/ séparés	33,0%
Célibataires	45,9%
Veufs (ves)	3,9%
<b>Nombre de personnes à charge</b>	
0	49,8%
1	22,3%
2	18,5%
3	5,6%
4 et plus	3,9%
<b>Âge des personnes surendettées</b>	
De 18 à 24 ans	1,2%
De 25 à 34 ans	11,6%
De 35 à 44 ans	23,2%
De 45 à 54 ans	32,4%
De 55 à 64 ans	19,6%
65 ans et plus	12,0%
De 65 à 74 ans	9,2%
De 75 et plus	2,8%
<b>Sexe des personnes surendettées</b>	
Hommes	33,2%
Femmes	66,8%

Source : Banque de France

#### Situation au regard du logement

(en % du nombre de dossiers)

	Guadeloupe
Locataires	59,7%
Propriétaires accédants	10,7%
Propriétaires	7,3%
Hébergés et occupants à titre gratuit	21,5%
Autres	0,9%

Source : Banque de France



## Le surendettement des ménages dans les DOM Enquête typologique 2016

### Situation par rapport à l'emploi

(en % du nombre de personnes surendettées - débiteurs et codébiteurs)

	Guadeloupe
Salarié en CDI	30,0%
Salarié en CDD	4,4%
Salarié intérimaire	0,8%
Congé maternité	0,0%
Profession libérale	0,4%
Artisan/Commerçant	0,0%
Chômeur	36,0%
Sans profession	4,8%
Retraité	14,8%
Étudiant	2,4%
Congé maladie longue durée	4,8%
Congé parental	0,0%
Invalide	1,6%

Source : Banque de France

### Professions et catégories socioprofessionnelles

(en % du nombre de personnes surendettées - débiteurs et codébiteurs)

	Guadeloupe
Artisans, commerçants, chefs d'entreprise (y compris exploitants agricoles)	1,2%
Cadres, professions intellectuelles supérieures	2,4%
Professions intermédiaires	6,8%
Employés	47,6%
Ouvriers	4,8%
Inactifs ayant déjà travaillé	10,8%
Autres personnes sans activité professionnelle	26,4%

Source : Banque de France



**Ressources**

(en % du nombre de dossiers, en % du montant des ressources pour la structure des ressources)

**Guadeloupe**

**Niveau des ressources**

<= RSA	18,5%
> RSA et <=SMIC	17,6%
> SMIC et <= 2 000 €	34,8%
> 2 000 € et <= 3 500 €	27,5%
> 3 500 €	1,7%

**Structure des ressources**

Revenu d'activité	59,6%
Pensions	17,8%
Revenus du patrimoine	0,5%
Prestations familiales et de logement	9,5%
Minima sociaux	9,7%
Autres ressources	2,9%

**Capacité de remboursement**

inférieures à 0	41,6%
>= 0 et < 450 €	27,5%
>= 0 et < 100 €	7,3%
>= 100 et < 250 €	9,9%
>= 250 et < 450 €	10,3%
>= 450 € et < 800 €	12,0%
>= 800 € et < 1 500 €	15,9%
>= 1 500 €	3,0%

Source : Banque de France



**Surendettement**

- 300 dossiers déposés dont 233 recevables
- 276 personnes surendettées
- 0,94 dossier pour 1 000 habitants
- Endettement moyen : 50 614 euros

**Indicateurs socioéconomiques (2016)**

- Population : 400 200 habitants
- Taux de chômage : 24 %
- RSA : 42 054 foyers bénéficiaires
- PIB par habitant : 21 012 euros
- Taux de pauvreté (proportion d'individus dont le niveau de vie est inférieur à 993 euros) : 12,5 %



## Le surendettement des ménages dans les DOM Enquête typologique 2016

### 2- Caractéristiques de l'endettement en Guadeloupe

#### Caractéristiques de l'endettement pour l'ensemble des dossiers recevables - Guadeloupe

	Montant des dettes en €	Nombre total de dossiers	Nombre de dettes	Part dans l'endettement global	Endettement moyen en €	Dossiers concernés (en %)	Nombre moyen de dettes par dossier
<b>Dettes financières</b>	<b>9 037 439</b>	<b>207</b>	<b>858</b>	<b>76,6%</b>	<b>43 659</b>	<b>88,8%</b>	<b>4,1</b>
<b>Dettes immobilières</b>	<b>4 174 714</b>	<b>37</b>	<b>51</b>	<b>35,4%</b>	<b>112 830</b>	<b>15,9%</b>	<b>1,4</b>
Prêts immobiliers	4 000 734	35	49	33,9%	114 307	15,0%	1,4
Amiérés	0	0	0	0,0%	0	0,0%	0,0
Solde après vente de la résidence principale	173 980	2	2	1,5%	86 990	0,9%	1,0
<b>Dettes à la consommation</b>	<b>4 623 565</b>	<b>189</b>	<b>646</b>	<b>39,2%</b>	<b>24 463</b>	<b>81,1%</b>	<b>3,4</b>
Crédits renouvelables	1 093 254	125	301	9,3%	8 746	53,6%	2,4
Prêts personnels	3 093 176	149	306	26,2%	20 760	63,9%	2,1
Crédits affectés/LOA	437 135	33	39	3,7%	13 247	14,2%	1,2
<b>Microcrédits et prêts sur gage</b>	<b>4 102</b>	<b>2</b>	<b>2</b>	<b>0,0%</b>	<b>2 051</b>	<b>0,9%</b>	<b>1,0</b>
<b>Autres dettes bancaires (découverts et dépassement)</b>	<b>235 058</b>	<b>132</b>	<b>159</b>	<b>2,0%</b>	<b>1 781</b>	<b>56,7%</b>	<b>1,2</b>
<b>Dettes de charges courantes</b>	<b>1 327 932</b>	<b>197</b>	<b>594</b>	<b>11,3%</b>	<b>6 741</b>	<b>84,5%</b>	<b>3,0</b>
<b>Dettes de logement</b>	<b>699 062</b>	<b>105</b>	<b>115</b>	<b>5,9%</b>	<b>6 658</b>	<b>45,1%</b>	<b>1,1</b>
Loyer et charges locatives	663 135	99	108	5,6%	6 698	42,5%	1,1
Charges de copropriété	10 513	4	4	0,1%	2 628	1,7%	1,0
Frais de maison de retraite /Frais de maison spécialisée	24 540	1	1	0,2%	24 540	0,4%	1,0
Dépôts de garantie	875	2	2	0,0%	437	0,9%	1,0
<b>Dettes d'énergie et de communication</b>	<b>123 799</b>	<b>120</b>	<b>214</b>	<b>1,0%</b>	<b>1 029</b>	<b>51,6%</b>	<b>1,8</b>
Électricité, Gaz, Chauffage	30 419	59	63	0,3%	515	25,4%	1,1
Eau	66 856	72	75	0,6%	927	30,9%	1,0
Téléphonie, Internet	26 523	52	76	0,2%	509	22,4%	1,5
<b>Dettes de transport</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0,0%</b>	<b>0</b>	<b>0,0%</b>	<b>0,0</b>
<b>Dettes d'assurance/de mutuelle</b>	<b>54 907</b>	<b>62</b>	<b>87</b>	<b>0,5%</b>	<b>890</b>	<b>26,5%</b>	<b>1,4</b>
Dettes d'assurance	41 633	52	68	0,4%	796	22,5%	1,3
Dettes de mutuelle	13 274	18	19	0,1%	724	7,9%	1,1
<b>Dettes de santé/d'éducation</b>	<b>66 170</b>	<b>29</b>	<b>35</b>	<b>0,6%</b>	<b>2 282</b>	<b>12,4%</b>	<b>1,2</b>
Dettes de santé	36 637	15	15	0,3%	2 442	6,4%	1,0
Dettes d'éducation et frais de garde	29 533	16	20	0,3%	1 846	6,9%	1,3
<b>Dettes alimentaires</b>	<b>8 334</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>0,1%</b>	<b>8 334</b>	<b>0,4%</b>	<b>1,0</b>
<b>Dettes fiscales</b>	<b>375 660</b>	<b>110</b>	<b>142</b>	<b>3,2%</b>	<b>3 415</b>	<b>47,2%</b>	<b>1,3</b>
Impôt sur le revenu	181 764	51	53	1,5%	3 564	21,9%	1,0
Taxe d'habitation	93 430	64	67	0,8%	1 460	27,5%	1,0
Taxe foncière	83 879	19	19	0,7%	4 415	8,2%	1,0
Dettes fiscales indirectes	16 587	3	3	0,1%	5 529	1,3%	1,0
<b>Autres dettes</b>	<b>1 427 611</b>	<b>107</b>	<b>204</b>	<b>12,1%</b>	<b>13 342</b>	<b>45,9%</b>	<b>1,9</b>
<b>Dettes diverses</b>	<b>751 632</b>	<b>62</b>	<b>106</b>	<b>6,4%</b>	<b>12 123</b>	<b>26,6%</b>	<b>1,7</b>
Huissier, avocat, prêt de la famille ...	233 294	58	97	2,0%	4 022	24,9%	1,7
Chèques impayés	0	0	0	0,0%	0	0,0%	0,0
Dettes auprès d'une caution	0	0	0	0,0%	0	0,0%	0,0
Dettes en tant que caution	518 339	7	9	4,4%	74 048	3,0%	1,3
<b>Dettes sociales</b>	<b>235 404</b>	<b>44</b>	<b>49</b>	<b>2,0%</b>	<b>5 350</b>	<b>18,9%</b>	<b>1,1</b>
Organismes d'aides sociales (CAF, FSL...)	63 092	25	28	0,5%	2 575	10,5%	1,2
Employeur et Comité d'entreprise	76 121	8	10	0,6%	9 515	3,4%	1,3
Assedic, Indemnités de sécurité sociale et Caisses de retraite...	96 190	13	10	0,8%	7 695	5,4%	0,8
Dettes sur fraude à la sécurité sociale	0	0	0	0,0%	0	0,0%	0,0
<b>Dettes professionnelles</b>	<b>69 242</b>	<b>7</b>	<b>12</b>	<b>0,6%</b>	<b>9 892</b>	<b>3,0%</b>	<b>1,7</b>
<b>Dettes pénales et réparations pécuniaires</b>	<b>371 334</b>	<b>30</b>	<b>37</b>	<b>3,1%</b>	<b>12 378</b>	<b>12,9%</b>	<b>1,2</b>
<b>Endettement (Hors dettes immobilières)</b>	<b>7 618 269</b>	<b>232</b>	<b>1605</b>	<b>64,6%</b>	<b>32 837</b>	<b>99,6%</b>	<b>6,9</b>
<b>Endettement global</b>	<b>11 792 983</b>	<b>233</b>	<b>1656</b>	<b>100,0%</b>	<b>50 614</b>	<b>100,0%</b>	<b>7,1</b>

Source : Banque de France





### 3- Caractéristiques des ménages surendettés en Guyane

(en % du nombre  
de dossiers  
recevables ou des  
personnes  
surendettées)

#### Profil sociodémographique

	Guyane
<b>Statut matrimonial</b>	
Couples	23,1%
Divorcés/ séparés	24,4%
Célibataires	51,1%
Veufs (ves)	1,4%
<b>Nombre de personnes à charge</b>	
0	38,5%
1	19,9%
2	19,5%
3	13,1%
4 et plus	9,0%
<b>Âge des personnes surendettées</b>	
De 18 à 24 ans	0,8%
De 25 à 34 ans	24,9%
De 35 à 44 ans	25,3%
De 45 à 54 ans	28,9%
De 55 à 64 ans	15,7%
65 ans et plus	4,4%
De 65 à 74 ans	3,6%
De 75 et plus	0,8%
<b>Sexe des personnes surendettées</b>	
Hommes	33,3%
Femmes	66,7%

Source : Banque de France

#### Situation au regard du logement

(en % du nombre de dossiers)

	Guyane
Locataires	73,3%
Propriétaires accédants	10,0%
Propriétaires	6,3%
Hébergés et occupants à titre gratuit	10,4%
Autres	0,0%

Source : Banque de France



## Le surendettement des ménages dans les DOM Enquête typologique 2016

### Situation par rapport à l'emploi

(en % du nombre de personnes surendettées - débiteurs et codébiteurs)

	Guyane
Salarié en CDI	38,6%
Salarié en CDD	12,0%
Salarié intérimaire	0,0%
Congé maternité	0,0%
Profession libérale	0,0%
Artisan/Commerçant	0,0%
Chômeur	29,7%
Sans profession	10,0%
Retraité	6,4%
Étudiant	0,4%
Congé maladie longue durée	2,0%
Congé parental	0,0%
Invalide	0,8%

Source : Banque de France

### Professions et catégories socioprofessionnelles

(en % du nombre de personnes surendettées - débiteurs et codébiteurs)

	Guyane
Artisans, commerçants, chefs d'entreprise (y compris exploitants agricoles)	0,8%
Cadres, professions intellectuelles supérieures	3,2%
Professions intermédiaires	14,9%
Employés	55,0%
Ouvriers	4,8%
Inactifs ayant déjà travaillé	3,6%
Autres personnes sans activité professionnelle	17,7%

Source : Banque de France

## Ressources

(en % du nombre de dossiers, en % du montant des ressources pour la structure des ressources)

### Guyane

#### Niveau des ressources

<= RSA	11,8%
> RSA et <=SMIC	10,4%
> SMIC et <= 2 000 €	34,4%
> 2 000 € et <= 3 500 €	38,5%
> 3 500 €	5,0%

#### Structure des ressources

Revenu d'activité	63,3%
Pensions	8,4%
Revenus du patrimoine	2,0%
Prestations familiales et de logement	16,0%
Minima sociaux	6,8%
Autres ressources	3,5%

#### Capacité de remboursement

inférieures à 0	38,0%
>= 0 et < 450 €	27,1%
>= 0 et < 100 €	6,3%
>= 100 et < 250 €	10,9%
>= 250 et < 450 €	10,0%
>= 450 € et < 800 €	15,4%
>= 800 € et < 1 500 €	12,7%
>= 1 500 €	6,8%

Source : Banque de France



## Surendettement

- 236 dossiers déposés dont 221 recevables
- 251 personnes surendettées
- 1,41 dossier pour 1 000 habitants
- Endettement moyen : 49 763 euros

## Indicateurs socioéconomiques (2016)

- Population : 262 500 habitants
- Taux de chômage : 23 %
- RSA : 22 047 foyers bénéficiaires
- PIB par habitant : 15 634 euros
- Taux de pauvreté (proportion d'individus dont le niveau de vie est inférieur à 993 euros) : 20,7 %



## Le surendettement des ménages dans les DOM Enquête typologique 2016

### 4- Caractéristiques de l'endettement en Guyane

#### Caractéristiques de l'endettement pour l'ensemble des dossiers recevables - Guyane

	Montant des dettes en €	Nombre total de dossiers	Nombre de dettes	Part dans l'endettement global	Endettement moyen en €	Dossiers concernés (en %)	Nombre moyen de dettes par dossier
<b>Dettes financières</b>	<b>7 802 688</b>	<b>184</b>	<b>660</b>	<b>70,9%</b>	<b>42 406</b>	<b>83,3%</b>	<b>3,6</b>
<b>Dettes immobilières</b>	<b>4 258 395</b>	<b>36</b>	<b>64</b>	<b>38,7%</b>	<b>118 289</b>	<b>16,3%</b>	<b>1,8</b>
Prêts immobiliers	4 007 034	35	58	36,4%	114 487	15,8%	1,7
Arriérés	12 240	1	1	0,1%	12 240	0,5%	1,0
Solde après vente de la résidence principale	239 121	3	5	2,2%	79 707	1,4%	1,7
<b>Dettes à la consommation</b>	<b>3 239 505</b>	<b>157</b>	<b>454</b>	<b>29,5%</b>	<b>20 634</b>	<b>71,0%</b>	<b>2,9</b>
Crédits renouvelables	495 210	100	192	4,5%	4 977	45,0%	1,9
Prêts personnels	2 378 701	124	232	21,6%	19 261	55,9%	1,9
Crédits affectés/LOA	365 594	26	30	3,3%	14 061	11,8%	1,2
<b>Microcrédits et prêts sur gage</b>	<b>1 229</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>0,0%</b>	<b>1 229</b>	<b>0,5%</b>	<b>1,0</b>
<b>Autres dettes bancaires (découverts et dépassement)</b>	<b>303 559</b>	<b>115</b>	<b>141</b>	<b>2,8%</b>	<b>2 640</b>	<b>52,0%</b>	<b>1,2</b>
<b>Dettes de charges courantes</b>	<b>1 636 547</b>	<b>206</b>	<b>973</b>	<b>14,9%</b>	<b>7 944</b>	<b>93,2%</b>	<b>4,7</b>
<b>Dettes de logement</b>	<b>870 355</b>	<b>143</b>	<b>175</b>	<b>7,9%</b>	<b>6 086</b>	<b>64,7%</b>	<b>1,2</b>
Loyer et charges locatives	856 154	140	168	7,8%	6 115	63,3%	1,2
Charges de copropriété	10 889	3	3	0,1%	3 630	1,4%	1,0
Frais de maison de retraite /Frais de maison spécialisée	0	0	0	0,0%	0	0,0%	0,0
Dépôts de garantie	3 312	3	4	0,0%	1 104	1,4%	1,3
<b>Dettes d'énergie et de communication</b>	<b>189 352</b>	<b>126</b>	<b>260</b>	<b>1,7%</b>	<b>1 503</b>	<b>57,0%</b>	<b>2,1</b>
Électricité, Gaz, Chauffage	41 557	73	78	0,4%	569	33,0%	1,1
Eau	103 007	84	85	0,9%	1 226	38,0%	1,0
Téléphonie, Internet	44 788	60	97	0,4%	746	27,1%	1,6
<b>Dettes de transport</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0,0%</b>	<b>0</b>	<b>0,0%</b>	<b>0,0</b>
<b>Dettes d'assurance/de mutuelle</b>	<b>70 425</b>	<b>77</b>	<b>113</b>	<b>0,6%</b>	<b>915</b>	<b>34,8%</b>	<b>1,5</b>
Dettes d'assurance	55 921	67	95	0,5%	835	30,3%	1,4
Dettes de mutuelle	14 504	18	18	0,1%	806	8,1%	1,0
<b>Dettes de santé/d'éducation</b>	<b>61 434</b>	<b>44</b>	<b>75</b>	<b>0,6%</b>	<b>1 396</b>	<b>19,9%</b>	<b>1,7</b>
Dettes de santé	25 331	16	25	0,2%	1 583	7,2%	1,6
Dettes d'éducation et frais de garde	36 103	31	50	0,3%	1 165	14,0%	1,6
<b>Dettes alimentaires</b>	<b>21 081</b>	<b>5</b>	<b>6</b>	<b>0,2%</b>	<b>4 216</b>	<b>2,3%</b>	<b>1,2</b>
<b>Dettes fiscales</b>	<b>423 900</b>	<b>129</b>	<b>344</b>	<b>3,9%</b>	<b>3 286</b>	<b>58,4%</b>	<b>2,7</b>
Impôt sur le revenu	163 035	64	119	1,5%	2 547	29,0%	1,9
Taxe d'habitation	102 427	101	163	0,9%	1 014	45,7%	1,6
Taxe foncière	158 252	35	61	1,4%	4 521	15,8%	1,7
Dettes fiscales indirectes	186	1	1	0,0%	186	0,5%	1,0
<b>Autres dettes</b>	<b>1 558 346</b>	<b>130</b>	<b>348</b>	<b>14,2%</b>	<b>11 987</b>	<b>58,8%</b>	<b>2,7</b>
<b>Dettes diverses</b>	<b>1 361 422</b>	<b>94</b>	<b>220</b>	<b>12,4%</b>	<b>14 483</b>	<b>42,5%</b>	<b>2,3</b>
Huissier, avocat, prêt de la famille ...	353 862	92	211	3,2%	3 846	41,6%	2,3
Chèques impayés	445	1	1	0,0%	445	0,5%	1,0
Dettes auprès d'une caution	897	1	1	0,0%	897	0,5%	1,0
Dettes en tant que caution	1 006 218	1	7	9,1%	1 006 218	0,5%	7,0
<b>Dettes sociales</b>	<b>148 546</b>	<b>56</b>	<b>82</b>	<b>1,4%</b>	<b>2 653</b>	<b>25,3%</b>	<b>1,5</b>
Organismes d'aides sociales (CAF, FSL...)	60 321	39	56	0,5%	1 547	17,6%	1,4
Employeur et Comité d'entreprise	53 100	9	15	0,5%	5 900	4,1%	1,7
Assedic, Indemnités de sécurité sociale etc/Caisses de retraite...	19 370	10	9	0,2%	1 937	4,5%	0,9
Dettes sur fraude à la sécurité sociale	15 754	2	2	0,1%	7 877	0,9%	1,2
<b>Dettes professionnelles</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0,0%</b>	<b>0</b>	<b>0,0%</b>	<b>0,0</b>
<b>Dettes pénales et réparations pécuniaires</b>	<b>48 379</b>	<b>36</b>	<b>46</b>	<b>0,4%</b>	<b>1 344</b>	<b>16,3%</b>	<b>1,3</b>
<b>Endettement (Hors dettes immobilières)</b>	<b>6 739 186</b>	<b>220</b>	<b>1917</b>	<b>61,3%</b>	<b>30 633</b>	<b>99,5%</b>	<b>8,7</b>
<b>Endettement global</b>	<b>10 997 581</b>	<b>221</b>	<b>1981</b>	<b>100,0%</b>	<b>49 763</b>	<b>100,0%</b>	<b>9,0</b>

Source : Banque de France



## 5- Caractéristiques des ménages surendettés en Martinique

(en % du nombre  
de dossiers  
recevables ou des  
personnes  
surendettées)

### Profil sociodémographique

	Martinique
<b>Statut matrimonial</b>	
Couples	19,3%
Divorcés/ séparés	26,8%
Célibataires	51,6%
Veufs (ves)	2,3%
<b>Nombre de personnes à charge</b>	
0	41,7%
1	31,8%
2	18,8%
3	5,7%
4 et plus	2,1%
<b>Âge des personnes surendettées</b>	
De 18 à 24 ans	1,6%
De 25 à 34 ans	11,0%
De 35 à 44 ans	19,7%
De 45 à 54 ans	35,6%
De 55 à 64 ans	22,5%
65 ans et plus	9,6%
De 65 à 74 ans	7,7%
De 75 et plus	1,9%
<b>Sexe des personnes surendettées</b>	
Hommes	27,4%
Femmes	72,6%

Source : Banque de France

### Situation au regard du logement

(en % du nombre de dossiers)

	Martinique
Locataires	56,8%
Propriétaires accédants	15,1%
Propriétaires	8,9%
Hébergés et occupants à titre gratuit	18,8%
Autres	0,5%

Source : Banque de France



## Le surendettement des ménages dans les DOM Enquête typologique 2016

### Situation par rapport à l'emploi

(en % du nombre de personnes surendettées - débiteurs et codébiteurs)

	Martinique
Salarié en CDI	33,5%
Salarié en CDD	6,3%
Salarié intérimaire	1,2%
Congé maternité	0,0%
Profession libérale	0,0%
Artisan/Commerçant	0,5%
Chômeur	34,0%
Sans profession	4,4%
Retraité	14,3%
Étudiant	0,9%
Congé maladie longue durée	2,3%
Congé parental	0,0%
Invalide	2,6%

Source : Banque de France

### Professions et catégories socioprofessionnelles

(en % du nombre de personnes surendettées - débiteurs et codébiteurs)

	Martinique
Artisans, commerçants, chefs d'entreprise (y compris exploitants agricoles)	0,9%
Cadres, professions intellectuelles supérieures	3,7%
Professions intermédiaires	9,1%
Employés	38,4%
Ouvriers	4,0%
Inactifs ayant déjà travaillé	9,6%
Autres personnes sans activité professionnelle	34,2%

Source : Banque de France



## Ressources

(en % du nombre de dossiers, en % du montant des ressources pour la structure des ressources)

### Martinique

#### Niveau des ressources

<= RSA	20,6%
> RSA et <=SMIC	20,3%
> SMIC et <= 2 000 €	33,6%
> 2 000 € et <= 3 500 €	19,5%
> 3 500 €	6,0%

#### Structure des ressources

Revenu d'activité	59,4%
Pensions	14,4%
Revenus du patrimoine	1,2%
Prestations familiales et de logement	12,2%
Minima sociaux	10,0%
Autres ressources	2,9%

#### Capacité de remboursement

inférieures à 0	50,8%
>= 0 et < 450 €	20,1%
>= 0 et < 100 €	3,1%
>= 100 et < 250 €	7,6%
>= 250 et < 450 €	9,4%
>= 450 € et < 800 €	9,6%
>= 800 € et < 1 500 €	12,2%
>= 1 500 €	7,3%

Source : Banque de France



## Surendettement

- 466 dossiers déposés dont 384 recevables
- 459 personnes surendettées
- 1,48 dossier pour 1 000 habitants
- Endettement moyen : 48 614 euros

## Indicateurs socioéconomiques (2016)

- Population : 376 800 habitants
- Taux de chômage : 17,6 %
- RSA : 36 183 foyers bénéficiaires
- PIB par habitant : 23 299 euros
- Taux de pauvreté (proportion d'individus dont le niveau de vie est inférieur à 993 euros) : 12 %



## Le surendettement des ménages dans les DOM Enquête typologique 2016

### 6- Caractéristiques de l'endettement en Martinique

#### Caractéristiques de l'endettement pour l'ensemble des dossiers recevables - Martinique

	Montant des dettes en €	Nombre total de dossiers	Nombre de dettes	Part dans l'endettement global	Endettement moyen en €	Dossiers concernés (en %)	Nombre moyen de dettes par dossier
<b>Dettes financières</b>	<b>14 942 303</b>	<b>338</b>	<b>1243</b>	<b>80,0%</b>	<b>44 208</b>	<b>88,0%</b>	<b>3,7</b>
<b>Dettes immobilières</b>	<b>7 840 926</b>	<b>59</b>	<b>84</b>	<b>42,0%</b>	<b>132 897</b>	<b>15,4%</b>	<b>1,4</b>
Prêts immobiliers	7 840 926	59	84	42,0%	132 897	15,4%	1,4
Amiérés	0	0	0	0,0%	0	0,0%	0,0
Solde après vente de la résidence principale	0	0	0	0,0%	0	0,0%	0,0
<b>Dettes à la consommation</b>	<b>6 700 788</b>	<b>299</b>	<b>907</b>	<b>35,9%</b>	<b>22 411</b>	<b>77,9%</b>	<b>3,0</b>
Crédits renouvelables	1 388 854	187	368	7,4%	7 427	48,7%	2,0
Prêts personnels	4 620 936	246	479	24,8%	18 784	64,1%	1,9
Crédits affectés/LOA	690 998	48	59	3,7%	14 396	12,5%	1,2
<b>Microcrédits et prêts sur gage</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0,0%</b>	<b>0</b>	<b>0,0%</b>	<b>0,0</b>
<b>Autres dettes bancaires (découverts et dépassement)</b>	<b>400 589</b>	<b>207</b>	<b>252</b>	<b>2,1%</b>	<b>1 935</b>	<b>53,9%</b>	<b>1,2</b>
<b>Dettes de charges courantes</b>	<b>2 142 057</b>	<b>333</b>	<b>1137</b>	<b>11,5%</b>	<b>6 433</b>	<b>86,7%</b>	<b>3,4</b>
<b>Dettes de logement</b>	<b>720 418</b>	<b>165</b>	<b>180</b>	<b>3,9%</b>	<b>4 366</b>	<b>43,0%</b>	<b>1,1</b>
Loyer et charges locatives	670 088	155	169	3,6%	4 323	40,4%	1,1
Charges de copropriété	49 402	10	10	0,3%	4 940	2,6%	1,0
Frais de maison de retraite /Frais de maison spécialisée	0	0	0	0,0%	0	0,0%	0,0
Dépôts de garantie	929	1	1	0,0%	929	0,3%	1,0
<b>Dettes d'énergie et de communication</b>	<b>164 885</b>	<b>168</b>	<b>322</b>	<b>0,9%</b>	<b>981</b>	<b>43,8%</b>	<b>1,9</b>
Électricité, Gaz, Chauffage	21 325	55	61	0,1%	388	14,3%	1,1
Eau	82 023	109	116	0,4%	753	28,4%	1,1
Téléphonie, Internet	61 538	92	145	0,3%	669	24,0%	1,6
<b>Dettes de transport</b>	<b>1 058</b>	<b>2</b>	<b>2</b>	<b>0,0%</b>	<b>529</b>	<b>0,5%</b>	<b>1,0</b>
<b>Dettes d'assurance/de mutuelle</b>	<b>84 133</b>	<b>113</b>	<b>167</b>	<b>0,5%</b>	<b>745</b>	<b>29,4%</b>	<b>1,5</b>
Dettes d'assurance	59 276	92	122	0,3%	644	24,0%	1,3
Dettes de mutuelle	24 857	41	45	0,1%	606	10,7%	1,1
<b>Dettes de santé/d'éducation</b>	<b>52 879</b>	<b>44</b>	<b>65</b>	<b>0,3%</b>	<b>1 202</b>	<b>11,5%</b>	<b>1,5</b>
Dettes de santé	30 767	32	44	0,2%	961	8,3%	1,4
Dettes d'éducation et frais de garde	22 111	17	21	0,1%	1 301	4,4%	1,2
<b>Dettes alimentaires</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0,0%</b>	<b>0</b>	<b>0,0%</b>	<b>0,0</b>
<b>Dettes fiscales</b>	<b>1 118 684</b>	<b>235</b>	<b>401</b>	<b>6,0%</b>	<b>4 760</b>	<b>61,2%</b>	<b>1,7</b>
Impôt sur le revenu	439 469	98	105	2,4%	4 484	25,5%	1,1
Taxe d'habitation	278 431	198	211	1,5%	1 406	51,6%	1,1
Taxe foncière	396 414	77	82	2,1%	5 148	20,1%	1,1
Dettes fiscales indirectes	4 370	3	3	0,0%	1 457	0,8%	1,0
<b>Autres dettes</b>	<b>1 583 247</b>	<b>179</b>	<b>362</b>	<b>8,5%</b>	<b>8 845</b>	<b>46,6%</b>	<b>2,0</b>
<b>Dettes diverses</b>	<b>1 255 967</b>	<b>120</b>	<b>224</b>	<b>6,7%</b>	<b>10 466</b>	<b>31,3%</b>	<b>1,9</b>
Huissier, avocat, prêt de la famille ...	382 260	102	184	2,0%	3 748	26,6%	1,8
Chèques impayés	5 773	2	5	0,0%	2 886	0,5%	2,5
Dettes auprès d'une caution	252 898	10	11	1,4%	25 290	2,6%	1,1
Dettes en tant que caution	615 036	12	24	3,3%	51 253	3,1%	2,0
<b>Dettes sociales</b>	<b>254 331</b>	<b>66</b>	<b>80</b>	<b>1,4%</b>	<b>3 854</b>	<b>17,2%</b>	<b>1,2</b>
Organismes d'aides sociales (CAF, FSL...)	124 573	46	57	0,7%	2 689	12,1%	1,2
Employeur et Comité d'entreprise	54 520	6	6	0,3%	9 621	1,5%	1,0
Assedic, Indemnités de sécurité sociale etc/Caisses de retraite...	57 993	11	13	0,3%	5 272	2,9%	1,1
Dettes sur fraude à la sécurité sociale	17 245	4	5	0,1%	4 311	1,0%	1,1
<b>Dettes professionnelles</b>	<b>4 018</b>	<b>2</b>	<b>2</b>	<b>0,0%</b>	<b>2 009</b>	<b>0,5%</b>	<b>1,0</b>
<b>Dettes pénales et réparations pécuniaires</b>	<b>68 932</b>	<b>49</b>	<b>56</b>	<b>0,4%</b>	<b>1 407</b>	<b>12,8%</b>	<b>1,1</b>
<b>Endettement (Hors dettes immobilières)</b>	<b>10 826 681</b>	<b>384</b>	<b>2658</b>	<b>58,0%</b>	<b>28 194</b>	<b>100,0%</b>	<b>6,9</b>
<b>Endettement global</b>	<b>18 667 607</b>	<b>384</b>	<b>2742</b>	<b>100,0%</b>	<b>48 614</b>	<b>100,0%</b>	<b>7,1</b>

Source : Banque de France





## 7- Caractéristiques des ménages surendettés à La Réunion

(en % du nombre  
de dossiers  
recevables ou des  
personnes  
surendettées)

### Profil sociodémographique

	La Réunion
<b>Statut matrimonial</b>	
Couples	30,3%
Divorcés/ séparés	27,4%
Célibataires	38,6%
Veufs (ves)	3,7%
<b>Nombre de personnes à charge</b>	
0	46,6%
1	22,9%
2	16,5%
3	11,0%
4 et plus	3,1%
<b>Âge des personnes surendettées</b>	
De 18 à 24 ans	2,9%
De 25 à 34 ans	21,1%
De 35 à 44 ans	28,6%
De 45 à 54 ans	28,1%
De 55 à 64 ans	14,0%
65 ans et plus	5,3%
De 65 à 74 ans	4,6%
De 75 et plus	0,6%
<b>Sexe des personnes surendettées</b>	
Hommes	44,2%
Femmes	55,8%

Source : Banque de France

### Situation au regard du logement

(en % du nombre de dossiers)

	La Réunion
Locataires	61,9%
Propriétaires accédants	10,6%
Propriétaires	8,2%
Hébergés et occupants à titre gratuit	18,4%
Autres	1,0%

Source : Banque de France



## Le surendettement des ménages dans les DOM Enquête typologique 2016

### Situation par rapport à l'emploi

(en % du nombre de personnes surendettées - débiteurs et codébiteurs)

	La Réunion
Salarié en CDI	24,2%
Salarié en CDD	6,4%
Salarié intérimaire	0,3%
Congé maternité	0,2%
Profession libérale	0,1%
Artisan/Commerçant	0,2%
Chômeur	47,7%
Sans profession	7,5%
Retraité	7,3%
Étudiant	0,2%
Congé maladie longue durée	2,2%
Congé parental	0,7%
Invalide	2,9%

Source : Banque de France

### Professions et catégories socioprofessionnelles

(en % du nombre de personnes surendettées - débiteurs et codébiteurs)

	La Réunion
Artisans, commerçants, chefs d'entreprise (y compris exploitants agricoles)	1,6%
Cadres, professions intellectuelles supérieures	1,7%
Professions intermédiaires	1,1%
Employés	55,4%
Ouvriers	8,8%
Inactifs ayant déjà travaillé	5,4%
Autres personnes sans activité professionnelle	26,0%

Source : Banque de France

## Ressources

(en % du nombre de dossiers, en % du montant des ressources pour la structure des ressources)

### La Réunion

#### Niveau des ressources

<= RSA	21,9%
> RSA et <=SMIC	19,9%
> SMIC et <= 2 000 €	37,8%
> 2 000 € et <= 3 500 €	17,1%
> 3 500 €	3,3%

#### Structure des ressources

Revenu d'activité	54,1%
Pensions	11,4%
Revenus du patrimoine	0,7%
Prestations familiales et de logement	15,2%
Minima sociaux	16,5%
Autres ressources	2,1%

#### Capacité de remboursement

inférieures à 0	55,5%
>= 0 et < 450 €	23,2%
>= 0 et < 100 €	5,6%
>= 100 et < 250 €	8,2%
>= 250 et < 450 €	9,4%
>= 450 € et < 800 €	9,8%
>= 800 € et < 1 500 €	7,4%
>= 1 500 €	4,1%

Source : Banque de France



## Surendettement

- 1 281 dossiers déposés dont 1 040 recevables
- 1 516 personnes surendettées
- 2 dossiers pour 1 000 habitants
- Endettement moyen : 39 694 euros

## Indicateurs socioéconomiques (2016)

- Population : 851 000 habitants
- Taux de chômage : 22 %
- RSA : 95 030 foyers bénéficiaires
- PIB par habitant : 21 378 euros
- Taux de pauvreté (proportion d'individus dont le niveau de vie est inférieur à 993 euros) : 42 %



## Le surendettement des ménages dans les DOM Enquête typologique 2016

### 8- Caractéristiques de l'endettement à La Réunion

#### Caractéristiques de l'endettement pour l'ensemble des dossiers recevables - La Réunion

	Montant des dettes en €	Nombre total de dossiers	Nombre de dettes	Part dans l'endettement global	Endettement moyen en €	Dossiers concernés (en %)	Nombre moyen de dettes par dossier
<b>Dettes financières</b>	<b>29 569 260</b>	<b>849</b>	<b>3274</b>	<b>71,6%</b>	<b>34 828</b>	<b>81,6%</b>	<b>3,9</b>
<b>Dettes immobilières</b>	<b>15 231 203</b>	<b>169</b>	<b>291</b>	<b>36,9%</b>	<b>90 125</b>	<b>16,3%</b>	<b>1,7</b>
Prêts immobiliers	14 764 170	163	272	35,8%	90 578	15,7%	1,7
Arriérés	82 669	12	14	0,2%	6 889	1,2%	1,2
Solde après vente de la résidence principale	384 364	5	5	0,9%	76 873	0,5%	1,0
<b>Dettes à la consommation</b>	<b>13 550 556</b>	<b>692</b>	<b>2332</b>	<b>32,8%</b>	<b>19 582</b>	<b>66,5%</b>	<b>3,4</b>
Crédits renouvelables	3 202 006	499	1206	7,8%	6 417	48,0%	2,4
Prêts personnels	9 450 107	537	1023	22,9%	17 598	51,6%	1,9
Crédits affectés/LOA	898 443	84	103	2,2%	10 696	8,1%	1,2
<b>Microcrédits et prêts sur gage</b>	<b>4 957</b>	<b>3</b>	<b>4</b>	<b>0,0%</b>	<b>1 652</b>	<b>0,3%</b>	<b>1,3</b>
<b>Autres dettes bancaires (découverts et dépassement)</b>	<b>782 544</b>	<b>519</b>	<b>647</b>	<b>1,9%</b>	<b>1 508</b>	<b>49,9%</b>	<b>1,2</b>
<b>Dettes de charges courantes</b>	<b>4 852 286</b>	<b>879</b>	<b>2924</b>	<b>11,8%</b>	<b>5 520</b>	<b>84,5%</b>	<b>3,3</b>
<b>Dettes de logement</b>	<b>2 347 853</b>	<b>478</b>	<b>570</b>	<b>5,7%</b>	<b>4 912</b>	<b>46,0%</b>	<b>1,2</b>
Loyer et charges locatives	2 297 021	458	530	5,6%	5 015	44,0%	1,2
Charges de copropriété	32 113	11	11	0,1%	2 919	1,1%	1,0
Frais de maison de retraite /Frais de maison spécialisée	0	0	0	0,0%	0	0,0%	0,0
Dépôts de garantie	18 718	28	29	0,0%	669	2,7%	1,0
<b>Dettes d'énergie et de communication</b>	<b>588 534</b>	<b>552</b>	<b>1072</b>	<b>1,4%</b>	<b>1 067</b>	<b>53,0%</b>	<b>1,9</b>
Électricité, Gaz, Chauffage	171 381	312	335	0,4%	549	30,0%	1,1
Eau	265 735	360	385	0,6%	738	34,6%	1,1
Téléphonie, Internet	151 418	255	353	0,4%	593	24,5%	1,4
<b>Dettes de transport</b>	<b>714</b>	<b>7</b>	<b>7</b>	<b>0,0%</b>	<b>102</b>	<b>0,7%</b>	<b>1,0</b>
<b>Dettes d'assurance/de mutuelle</b>	<b>267 950</b>	<b>305</b>	<b>433</b>	<b>0,6%</b>	<b>878</b>	<b>29,4%</b>	<b>1,4</b>
Dettes d'assurance	218 070	265	351	0,5%	822	25,5%	1,3
Dettes de mutuelle	49 881	76	82	0,1%	656	7,3%	1,1
<b>Dettes de santé/d'éducation</b>	<b>218 104</b>	<b>212</b>	<b>276</b>	<b>0,5%</b>	<b>1 029</b>	<b>20,4%</b>	<b>1,3</b>
Dettes de santé	115 165	69	82	0,3%	1 669	6,6%	1,2
Dettes d'éducation et frais de garde	102 939	162	194	0,2%	635	15,6%	1,2
<b>Dettes alimentaires</b>	<b>149 458</b>	<b>13</b>	<b>13</b>	<b>0,4%</b>	<b>11 497</b>	<b>1,3%</b>	<b>1,0</b>
<b>Dettes fiscales</b>	<b>1 279 672</b>	<b>505</b>	<b>553</b>	<b>3,1%</b>	<b>2 534</b>	<b>48,6%</b>	<b>1,1</b>
Impôt sur le revenu	432 305	125	131	1,0%	3 458	12,0%	1,0
Taxe d'habitation	347 724	287	301	0,8%	1 212	27,6%	1,0
Taxe foncière	498 216	112	117	1,2%	4 448	10,8%	1,0
Dettes fiscales indirectes	1 426	4	4	0,0%	357	0,4%	1,0
<b>Autres dettes</b>	<b>6 860 264</b>	<b>533</b>	<b>1093</b>	<b>16,6%</b>	<b>12 871</b>	<b>51,3%</b>	<b>2,1</b>
<b>Dettes diverses</b>	<b>5 218 841</b>	<b>335</b>	<b>626</b>	<b>12,6%</b>	<b>15 579</b>	<b>32,2%</b>	<b>1,9</b>
Huissier, avocat, prêt de la famille ...	1 328 078	315	583	3,2%	4 216	30,3%	1,9
Chèques impayés	1 108	4	6	0,0%	277	0,4%	1,5
Dettes auprès d'une caution	10 375	2	2	0,0%	5 188	0,2%	1,0
Dettes en tant que caution	3 879 280	24	35	9,4%	161 637	2,3%	1,5
<b>Dettes sociales</b>	<b>1 116 143</b>	<b>264</b>	<b>341</b>	<b>2,7%</b>	<b>4 228</b>	<b>25,4%</b>	<b>1,3</b>
Organismes d'aides sociales (CAF, FSL...)	484 544	190	220	1,2%	2 549	18,3%	1,2
Employeur et Comité d'entreprise	99 165	25	28	0,2%	3 918	2,4%	1,1
Assedic, Indemnités de sécurité sociale et Caisses de retraite...	182 896	42	46	0,4%	4 323	4,1%	1,1
Dettes sur fraude à la sécurité sociale	349 538	39	47	0,8%	8 892	3,8%	1,2
<b>Dettes professionnelles</b>	<b>126 838</b>	<b>14</b>	<b>16</b>	<b>0,3%</b>	<b>9 060</b>	<b>1,3%</b>	<b>1,1</b>
<b>Dettes pénales et réparations pécuniaires</b>	<b>398 442</b>	<b>100</b>	<b>110</b>	<b>1,0%</b>	<b>3 984</b>	<b>9,6%</b>	<b>1,1</b>
<b>Endettement (Hors dettes immobilières)</b>	<b>26 050 606</b>	<b>1 036</b>	<b>7000</b>	<b>63,1%</b>	<b>25 145</b>	<b>99,6%</b>	<b>6,8</b>
<b>Endettement global</b>	<b>41 281 809</b>	<b>1 040</b>	<b>7291</b>	<b>100,0%</b>	<b>39 694</b>	<b>100,0%</b>	<b>7,0</b>

Source : Banque de France



Toutes les publications de l'IEDOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement  
sur le site [www.iedom.fr](http://www.iedom.fr).





